

UJFP

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום



L'ANTISÉMITISME EST UN CRIME. LE SOUTIEN AUX DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN EST UN DEVOIR

*Union Juive Française pour la Paix — Groupe local de
Marseille*

Marseille, le 23 juillet 2026

Nous avons pris connaissance du [courrier adressé par Mme Bendayan-Chetrit](#), ancienne présidente du Crif Marseille-Provence et élue LR, et M. Simmarano, élu Renaissance, à M. le Maire de Marseille, concernant les récentes actions menées par un collectif d'associations et de citoyen·nes, dont l'Union Juive Française pour la Paix.

En tant qu'Union Juive Française pour la Paix, nous tenons à y répondre point par point.

Les mêmes poncifs, au service de la même politique

Ce n'est pas la première fois que des élu·es de droite et d'extrême droite, adossé·es au soutien du Crif, se présentent comme les remparts de la lutte contre l'antisémitisme tout en défendant sans réserve la politique du gouvernement israélien. Ce discours reprend, presque mot pour mot, les

éléments de langage d'une extrême droite qui a fait de son soutien inconditionnel à Israël un marqueur de respectabilité récent. Il est utile de rappeler, à ce sujet, que le Rassemblement National est l'héritier direct d'un parti dont le premier trésorier et cofondateur, Pierre Bousquet, était un ancien officier de la Waffen-SS de la division Charlemagne — un fait historique documenté. Que ce parti se pose aujourd'hui en défenseur des Juif·ves de France, quand certain·es de ses fondateurs portaient l'uniforme de ceux qui les exterminaient, doit interroger la sincérité de la démarche.

Une accusation d'« importation du conflit » qui occulte un génocide

Le courrier dénonce une prétendue « importation des conflits du Proche-Orient » à Marseille. Nous rejetons ce terme. Ce qui s'exprime dans nos rues, sur nos plages, devant nos commerces, n'est pas un conflit importé : ce sont des actions citoyennes et militantes qui visent à dénoncer un génocide, mené par un gouvernement israélien d'extrême droite, ouvertement allié de l'extrême droite française, européenne et internationale. Selon le ministère de la Santé de Gaza — des chiffres considérés comme fiables par l'ONU et l'OMS — plus de 73 000 Palestinien·nes ont été tué·es depuis le 7 octobre 2023, certaines évaluations dépassent les 100 000 victimes en comptant les décès indirects, en très large majorité des femmes et des enfants. La Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt contre le Premier ministre Netanyahu et son ancien ministre de la Défense pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Une commission d'enquête des Nations unies a conclu, en septembre 2025, à l'existence d'un génocide. La famine a été officiellement déclarée dans la ville de Gaza. Voilà ce que nous, citoyen·nes, dénonçons quand nous nous mobilisons — pas un conflit lointain, mais des crimes documentés, en cours, soutenus diplomatiquement et militairement par la France, l'Union européenne et les États-Unis.

Ce qu'iels qualifient d'actes antisémites

Le courrier assimile à de l'antisémitisme plusieurs faits bien distincts : une mise en scène sur la plage du Prado, un rassemblement pour la Palestine devant le monument des Sept Portes de Jérusalem, une action de boycott visant

Optical Center, et la mobilisation qui a précédé l'annulation du concert d'Amir aux Terrasses du Port. Sur ce dernier point : Amir, chanteur franco-israélien, a participé en 2014 à un événement organisé dans la colonie d'Hébron — illégale au regard du droit international — et à une soirée de soutien aux soldat·es de Tsahal organisée par un·e responsable d'un parti israélien d'extrême droite ; il a lui-même effectué son service militaire dans l'armée israélienne. S'opposer à sa venue à Marseille n'est en rien un jugement sur son identité ou sa religion : c'est la critique d'engagements politiques précis et documentés.

Notre action constitue une forme d'expression politique reconnue et argumentée, qui vise des prises de position et des collaborations précises, et qui refuse explicitement de cibler quiconque en raison de son identité, de sa nationalité ou de sa religion.

Une réaction du maire tout aussi inquiétante

Nous notons avec une inquiétude particulière que M. le Maire lui-même a choisi de dénoncer, sur les réseaux sociaux, « des actes antisémites particulièrement inquiétants » qui « se multiplient » dans notre ville — une formulation générale, prononcée dans un contexte où elle vise, sans les nommer explicitement, l'ensemble des mobilisations en faveur de la cause palestinienne, dont celles de l'UJFP. Que le premier magistrat de la ville reprenne ainsi, même implicitement, l'amalgame porté par la droite et l'extrême droite est particulièrement grave et révèle un manque de discernement concernant ce qu'est l'antisémitisme.

Non, ce n'est pas de l'antisémitisme

- Manifester pour le respect du droit international et pour la fin d'un génocide ne relève pas de l'antisémitisme.
- S'opposer à la venue d'un chanteur en raison de son engagement documenté aux côtés de la colonisation et de l'armée israélienne n'est pas un acte antisémite.
- Se rassembler devant une enseigne dont la maison mère est identifiée comme complice des activités de l'armée israélienne n'est pas un acte antisémite.

Ce sont des actes de citoyenneté et d'humanité, protégés par

la liberté d'expression et le droit de manifester.

L'amalgame lui-même nourrit ce qu'il prétend combattre

L'amalgame que font les élu·es signataires du courrier et le maire de Marseille, assimilant nos mobilisations de soutien au peuple palestinien à de l'antisémitisme, est délétère. Il l'est doublement : il disqualifie par avance toute critique légitime de la politique israélienne, et il vide de son sens le mot « antisémitisme » au moment même où la lutte contre les actes antisémites réels a le plus besoin de clarté et de rigueur. Cette confusion, entretenue sciemment, finit par nourrir l'antisémitisme qu'elle prétend combattre.

Ainsi, ceux qui prétendent défendre les Juif·ves en couvrant un État qui mène une politique génocidaire les exposent en réalité au danger qu'ils disent conjurer — et contribuent à pousser certain·es d'entre eux à quitter la France.

Nous, citoyennes et citoyens juives et juifs de Marseille, membres de l'UJFP, sommes profondément choqué·es et inquiet·es de ces prises de position, à un moment où les Palestinien·nes de Gaza et de Cisjordanie vivent l'enfer sur terre.

Nous continuerons à manifester et à mener des actions pour dénoncer la politique coloniale, suprémaciste, impérialiste de l'État d'Israël et le génocide, dont la France, l'Union européenne et les États-Unis sont co-auteur·es.

Nous ne céderons pas — précisément parce que nous sommes juives et juifs, et que notre histoire nous oblige.

UJFP Marseille

[Lire cet article sur le site](#)

[Faire un don à l'UJFP](#)

[Adhérer à l'UJFP](#)

[Don urgence guerre à Gaza](#)

UJFP 21 ter rue Voltaire 75011 PARIS

Tel 07 81 89 95 25